

Hongrie

La reprise, vigoureuse, devrait s'essouffler au rythme de la demande extérieure et s'établir à un peu plus de 3 % au cours des deux prochaines années. La croissance continuera d'être tirée par la consommation privée du fait d'une forte hausse des revenus réels. L'investissement public marquera le pas, au fur et à mesure de la diminution des décaissements des Fonds structurels de l'UE. Les contraintes de capacité dopèrent l'investissement des entreprises et les importations. De plus en plus tendu, le marché du travail continuera de pousser les salaires et les prix vers le haut.

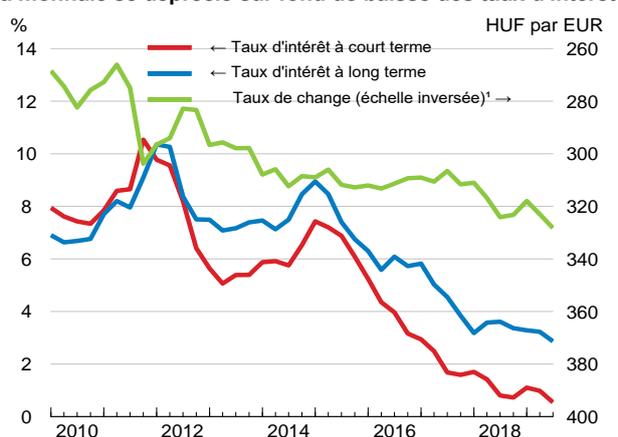
La politique budgétaire continuera de soutenir l'activité à mesure que les cotisations de sécurité sociale continueront de baisser et que les dépenses publiques, y compris de rémunérations, augmenteront. La banque centrale devrait poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire. Toutefois, des mesures anticycliques devraient corriger les signes de surchauffe et contenir les anticipations d'inflation. Des politiques publiques destinées à encourager la mobilité géographique et accroître l'offre de main-d'œuvre, notamment en développant les services d'accueil de la petite enfance, prolongeraient la reprise.

La demande intérieure est le principal pilier de la croissance

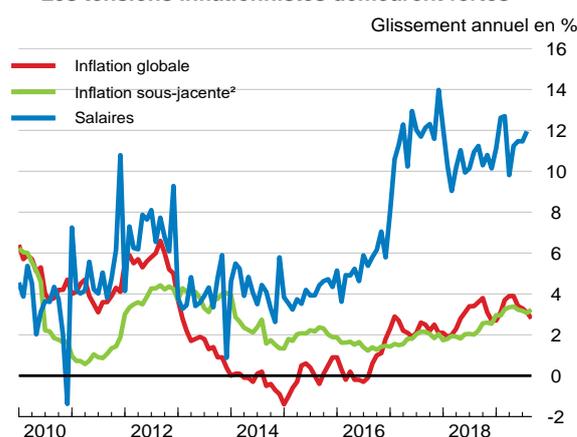
La demande des ménages demeure forte grâce à la progression solide et continue de l'emploi et des salaires réels, à un niveau de confiance plus élevé que jamais, aux mesures d'aide à l'investissement en logements et à une politique monétaire très accommodante. L'ampleur des décaissements des Fonds structurels de l'UE, le développement, porté par la demande, des capacités de production, l'investissement direct étranger (IDE) dans l'industrie automobile exportatrice et une politique monétaire expansionniste soutiennent, par ailleurs, l'investissement. Les exportations ont ralenti parallèlement à la demande extérieure, alors que les importations continuent à augmenter pour faire face à la fermeté de la demande intérieure.

Hongrie

La monnaie se déprécie sur fond de baisse des taux d'intérêt



Les tensions inflationnistes demeurent fortes



1. Une augmentation correspond à une dépréciation de la monnaie, tandis qu'une baisse correspond à une appréciation.

2. L'inflation sous-jacente exclut les prix des produits alimentaires et des combustibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et base de données des Statistiques financières internationales du Fonds monétaire international (FMI).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045449>

Hongrie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
Hongrie						
PIB aux prix du marché	35 896.3	4.5	5.1	4.8	3.3	3.1
Consommation privée	17 876.6	4.7	4.8	4.8	4.1	3.7
Consommation publique	7 227.3	2.4	0.9	1.0	1.8	1.0
Formation brute de capital fixe	7 058.4	18.7	17.1	16.2	4.0	4.0
Demande intérieure finale	32 162.3	7.3	6.9	7.1	3.6	3.3
Variation des stocks ¹	593.8	-1.8	0.4	-1.4	0.2	0.0
Demande intérieure totale	32 756.1	5.2	7.3	5.4	3.8	3.2
Exportations de biens et services	31 284.3	6.9	4.3	5.0	3.9	5.0
Importations de biens et services	28 144.1	8.2	6.8	5.5	4.5	5.3
Exportations nettes ¹	3 140.2	-0.5	-1.7	-0.2	-0.4	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	3.5	4.5	4.4	3.9	4.2
Indice des prix à la consommation	–	2.3	2.9	3.3	3.4	4.1
IPC sous-jacent ²	–	1.8	2.1	3.2	3.5	4.1
Taux de chômage (% de la population active)	–	4.1	3.7	3.4	3.2	3.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	6.6	6.9	6.6	6.2	6.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.4	-2.3	-1.8	-1.7	-1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	93.3	87.1	84.2	82.2	80.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	72.9	70.2	67.2	65.3	63.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.3	-0.6	-0.7	-0.9	-1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046456>

Le taux de chômage est tombé à un plus bas historique de moins de 3 ½ pour cent, l'emploi total ayant atteint son plus haut à la fin de 2019 grâce à de solides créations d'emplois dans le secteur privé, en parties contrebalancées par une révision en baisse des dispositifs de travaux d'intérêt public. Les entreprises privées font état de pénuries de main-d'œuvre généralisées et le taux de postes non pourvus est l'un des plus élevés d'Europe. Les tensions sur le marché du travail, alliées à la revalorisation du salaire minimum, entretiennent une hausse continue à deux chiffres des salaires dans le secteur privé. La nouvelle baisse des cotisations patronales de sécurité sociale compense en partie la montée des coûts salariaux totaux. Néanmoins, l'inflation sous-jacente a poursuivi son accélération, alors que l'inflation globale est tombée en deçà de 3 % grâce au repli des prix de l'énergie. L'affaiblissement du forint accentue les tensions inflationnistes.

L'inversion des politiques macroéconomiques permettrait de soutenir l'accélération de la croissance

La baisse des cotisations sociales à la charge des employeurs et la hausse des rémunérations dans le secteur public et des subventions à l'acquisition de logements soutiennent la croissance. Cet effet est renforcé par des taux directeurs fixés à des niveaux bas, dont l'application d'un taux négatif sur les dépôts au jour le jour. La diminution progressive des mesures de relance permettrait de réduire le risque de surchauffe et de contenir les anticipations d'inflation.

Le dynamisme de l'économie constitue une occasion de renforcer la viabilité des finances publiques, de lutter contre la pauvreté parmi les personnes âgées et d'améliorer l'accès aux services de santé. Il faudrait en même temps prendre des mesures pour améliorer la mobilité géographique de la main-d'œuvre, accélérer la suppression de certains programmes de travaux d'intérêt public et développer l'offre de structures d'accueil de la petite enfance, afin de favoriser un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour accroître ainsi l'offre de main-d'œuvre et prolonger la reprise.

Le ralentissement de la croissance n'éliminera pas les tensions inflationnistes

La croissance devrait ralentir pour s'établir à un rythme d'à peine plus de 3 %, un chiffre suffisant pour que la hausse de l'emploi se poursuive. La consommation privée restera le principal déterminant de la croissance grâce à la forte progression des revenus réels. L'investissement des entreprises sera soutenu par la nécessité de renforcer les capacités de production. Le dynamisme de l'activité intérieure et la limitation des capacités dopent la croissance des importations, alors que les exportations ralentiront compte tenu du fléchissement des échanges internationaux et de la montée des coûts de main-d'œuvre. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions résulteraient principalement de hausses de salaires supérieures à celles prévues, qui feraient monter les anticipations d'inflation. En outre, un nouvel affaiblissement des marchés d'exportation assombrirait les perspectives de croissance. En revanche, un relèvement des prix à l'importation inférieur aux prévisions pourrait modérer l'évolution des prix intérieurs et soutenir l'accélération de la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/05acb66d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.